Schlüter (Bernd), Reichswissenschaft.
Staatsrechtslehre, Staatstheorie und
Wissenschaftspolitik im Deutschen Kaiserreich am
Beispiel der Reichsuniversität Straßburg

Francfort/Main, V. Klostermann, 522 p., 2004

Olivier Jouanjan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1366>

DOI : 10.4000/alsace.1366

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2006

Pagination : 554-560

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Olivier Jouanjan, « Schlüter (Bernd), Reichswissenschaft. Staatsrechtslehre, Staatstheorie und Wissenschaftspolitik im Deutschen Kaiserreich am Beispiel der Reichsuniversität Straßburg », *Revue d'Alsace* [En ligne], 132 | 2006, mis en ligne le 15 octobre 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1366> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.1366>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

Tous droits réservés

Schlüter (Bernd), Reichswissenschaft. Staatsrechtslehre, Staatstheorie und Wissenschaftspolitik im Deutschen Kaiserreich am Beispiel der Reichsuniversität Straßburg

Francfort/Main, V. Klostermann, 522 p., 2004

Olivier Jouanjan

RÉFÉRENCE

Schlüter (Bernd), Reichswissenschaft. Staatsrechtslehre, Staatstheorie und Wissenschaftspolitik im Deutschen Kaiserreich am Beispiel der Reichsuniversität Straßburg, Francfort/Main, V. Klostermann, 522 p., 2004

- 1 Il y a trois livres dans ce livre, résultat d'une thèse de doctorat de l'Université Humboldt de Berlin, préparée à la chaire du professeur Bernhard Schlink. Trois objets bien distincts donc, organisés toutefois en cinq parties, ce qui n'en rend pas la structure fort lisible. Les trois premières parties (« Fondation et programme politique de la *Reichsuniversität* de Strasbourg », « La *Reichsuniversität* comme établissement public : organisation universitaire et politique scientifique », « La conception de la Faculté des sciences juridiques et politiques ») forment un ensemble cohérent et remarquablement informé relatif à l'histoire de cette Université qui fut autorisée à l'occasion du cinquième anniversaire de son inauguration, le 2 mai 1877, à porter le nom de *Kaiser-Wilhelm-Universität* et dont la fin est racontée dans l'« épilogue » de l'ouvrage. La quatrième partie (« La politique du *Reich* à l'égard de l'Alsace-Lorraine au miroir de la

science strasbourgeoise du droit public ») est une sorte de brève monographie, d'une centaine de pages consacrée à l'histoire constitutionnelle du *Reichsland*. La dernière partie, enfin, intitulée « Méthode juridique et idée allemande de l'Etat : les cours de théorie juridique et politique professés par Laband au miroir du programme de fondation de l'Université de Strasbourg et de l'école historicoidéaliste » est plus spécialement consacrée à la pensée du grand juriste strasbourgeois Paul Laband (1838-1918), figure éminente et imposante au sein de la *Reichsuniversität*, maître incontesté de la science du droit constitutionnel allemand sur laquelle il exerça un long et pesant magistère, la fixant à des principes méthodiques stricts, à un certain type de « positivisme » exigeant et dont la contestation sera bruyante sous Weimar. Signalons que parallèlement à sa thèse, Bernd Schlüter a réalisé l'édition de cours d'*histoire de la pensée politique, de théorie de l'État et histoire constitutionnelle et de droit public* professé par Laband à Strasbourg. C'est d'ailleurs le personnage de Laband qui fait le lien entre les trois objets du livre : il est en effet au cœur de la politique universitaire locale et des débats constitutionnels, ceux qui touchent l'organisation du *Reich* comme ceux qui concernent plus spécialement le *Reichsland* et son statut d'exception. Il est vrai que Laband fut le grand professeur de la *Kaiser-Wilhelm-Universität* du fait que, nommé au moment de la fondation de celle-ci, il reste à Strasbourg jusqu'à sa mort à l'âge de 79 ans le 24 mars 1918 et que des 55 années de sa longue vie académique, 45 seront passées au sein de l'Université strasbourgeoise, jusqu'à sa retraite qu'il prend fort tardivement en 1917 (p. 499 et s.).

- 2 Un tel fil conducteur reste toutefois relativement extérieur aux deux premiers objets du livre et ne suffit pas à assurer la cohérence de l'ensemble. Notamment, il n'est pas possible de démontrer que la science juridique de Laband aurait été conditionnée, dans ses méthodes en tout cas, ou pourrait être expliquée en tout ou partie par son inscription dans le paysage politique et universitaire particulier de Strasbourg. Laband, scientifiquement, exécute et amplifie un programme établi par son grand devancier, Carl Friedrich von Gerber (1823-1891), programme qui trouve ses racines politiques les plus profondes dans l'échec du mouvement révolutionnaire de 1848-49 et dans la volonté d'asseoir scientifiquement la monarchie constitutionnelle de type allemand qui s'impose durant la période de réaction. Lorsque Laband en reprend l'idée et pousse celle-ci beaucoup plus loin que Gerber, cela s'explique moins par sa situation à Strasbourg que par le fait que la fondation du *Reich* et d'un État national en Allemagne fournit à la science du droit constitutionnel une conjoncture particulièrement favorable. C'est bien plutôt l'unité allemande qui donne la clé de la « fonction dans son époque » de la science labandienne du droit public (Dieter Grimm, cité p. 4).
- 3 Cependant, une fois surmontée cette construction hétérogène de l'ouvrage, on lit trois monographies sérieuses, documentées, assises sur des sources de première main qui ne renouvelle pas, sans doute, les images que l'on avait déjà des objets étudiés (l'Université, le statut constitutionnel et le Professeur du *Reichsland*) mais les approfondit et apporte de nombreux témoignages originaux.
- 4 La première partie rappelle les conditions et les objectifs de la fondation de l'Université dans le contexte de la fondation du *Reich*. L'étude n'apporte pas de nouveauté radicale par rapport à ce que l'on savait déjà, sur la base notamment des travaux de l'américain John E. Craig. L'idée de l'établissement d'une Université allemande à Strasbourg avait été émise dès le mois d'août 1870, par les historiens Treitschke et Maurenbrecher, dans le mouvement même qui réclamait l'annexion (p. 57). La fondation de la nouvelle

Université poursuivait deux objectifs. Il fallait d'abord, comme l'écrivait Treitschke à Bismarck en septembre 1870 « germaniser à nouveau les provinces allemandes de France » ou, comme on le dit à la tribune du *Reichstag* en mai 1871, en revivifier la « conscience allemande » (p. 61) : « regermanisation » de la société alsacienne donc, spécialement à travers ses élites. Mais on voulait aussi, malgré quelques voix conservatrices comme celles de l'historien Heinrich von Sybel, améliorer le vieux modèle humboldtien de l'Université allemande, faire de l'Université nouvelle une « Université allemande modèle » (p. 67), sans toutefois rejeter complètement ce modèle et tomber dans les travers français d'un enseignement universitaire de caractère beaucoup trop scolaire (p. 73). En tout cas, l'idée d'une Université de caractère proprement « alsacien-lorrain », qu'avait soutenue notamment le professeur de médecine Charles Schützenberger, qui appuyait sur le danger qu'il y aurait à implanter une Université purement allemande (p. 74), cette idée ne fut en fin de compte pas du tout entendue. Schlüter apporte alors de nombreuses informations relativement à la personne et au travail de Franz von Roggenbach, le politicien badois qui fut chargé par Bismarck, malgré l'inimitié personnelle et politique de celui-ci à son endroit, de finaliser le plan de fondation de l'Université de Strasbourg (p. 75 et s.). Sur la base du rapport de Roggenbach, Bismarck propose à l'Empereur, par une lettre du 6 avril 1872, de fonder à Strasbourg une « Université allemande de premier plan », un « lieu de formation de l'esprit allemand » qui exigera un puissant soutien financier du *Reich* puisque, aussi bien, une telle fondation n'est pas faite dans l'intérêt de la région mais de la nation tout entière (p. 80 et s.). C'est pourquoi la dotation financière de l'Université de Strasbourg fut particulièrement élevée ainsi d'ailleurs que le traitement des professeurs qui correspondait au double de ce que touchait, par exemple, un professeur de Heidelberg (p. 85). Ces conditions favorables attirèrent à Strasbourg des enseignants renommés (voir p. 94) mais dont la nomination fut étroitement contrôlée par le pouvoir.

- 5 Ce contrôle de la politique universitaire fut exercé sur l'ensemble des territoires dépendant de la Prusse, à partir de 1882, par Friedrich Althoff (1839-1908). Le « système Althoff », comme on l'appela dès cette époque, fut en quelque sorte expérimenté d'abord à Strasbourg où il dirigea à partir d'août 1871 le bureau des affaires scolaires et culturelles, dont relevait aussi l'Université (p. 118 et s.). À Strasbourg puis à Berlin, Althoff se comporta comme le grand maître des Universités, leur « despote éclairé ». Schlüter montre comment fonctionnait le « système Althoff », à Strasbourg déjà, dans les procédures de recrutement (p. 129 et s.), à l'exemple notamment de la nomination du grand professeur de droit administratif Otto Mayer. L'auteur montre d'ailleurs comment Althoff tira, depuis Berlin, les ficelles qui empêchèrent Laband de rejoindre la capitale prussienne (p. 153 et s.). L'interventionnisme d'Althoff et ses méthodes eut sans doute des effets bénéfiques : par principe, il n'écarterait ni les Catholiques, ni les Juifs des fonctions professorales, seulement les sociaux-démocrates. En 1911, Max Weber insistait sur le fait que le népotisme n'existait pas sous Althoff, mais que les méthodes de l'administration ne s'embarassaient d'aucun ménagement et que de ce fait le « système Althoff exerça une influence directement corruptrice ». Outre la figure d'Althoff, la deuxième partie de l'ouvrage continue la première en précisant le statut, l'organisation et le fonctionnement de l'Université. L'innovation la plus marquante du point de vue de l'organisation (p. 104) fut la division en cinq facultés, qui résultait de l'émancipation des sciences de la nature à l'égard de la faculté de philosophie et rompait avec le schéma traditionnel des quatre facultés (théologie, droit, médecine et

philosophie). L'auteur consacre une section au système disciplinaire de l'Université alsacienne qui était plus libéral que le système ordinairement appliqué en Allemagne (p. 112 et s.). Schlüter montre aussi l'évolution de l'Université. Les investissements considérables du *Reich* d'abord, et notamment la construction de nombreux bâtiments dont le Palais universitaire dû à Otto Warth et inauguré le 27 octobre 1884 n'est que le symbole le plus saillant (p. 144-146) et la reconstitution rapide de la bibliothèque qui avait été détruite par les bombardements prussiens. A la suite de nombreuses donations des Etats allemands, cette bibliothèque ne fut dépassée, en Allemagne, que par celles de Berlin et Munich (p. 147). Seulement, à l'enthousiasme des débuts, pris dans l'atmosphère des *Gründerjahre*, succéda assez vite une phase de grand désenchantement. L'Université ne parvenait pas à remplir ses missions et notamment celle de la « germanisation ». Les résultats électoraux furent défavorables au camp « allemand ». Autour de 1890, l'intérêt du *Reich* pour l'Université commença de décroître. À l'hémorragie du corps professoral, correspondait la baisse significative des dotations budgétaires qui transformaient progressivement l'Université modèle en un banal établissement de province. Pourtant, le nombre d'étudiants tripla presque, entre 1880 (781) et 1911/12 (2138) et surtout, dans le même temps, la proportion d'étudiants originaires d'Alsace-Lorraine augmenta considérablement pour passer du sixième à la moitié. Cette évolution n'allait toutefois pas sans contradictions : le corps professoral allemand refusait l'autonomie plus grande du *Land* dans la gestion des affaires universitaires, sous l'impulsion du *Statthalter* von Wedel, dans le cadre de la Constitution de 1911, même si la politique du *Land* se traduisit par un effort financier important et la possibilité de redorer le blason de l'Université alsacienne ; d'un autre côté, avec la progression des Alsaciens-Lorrains parmi les étudiants, la cohorte allemande des professeurs se trouva de plus en plus confrontée à une atmosphère hostile dont témoigne admirablement l'extrait de l'appel aux étudiants lancé par le professeur de droit public Hermann Rehm en 1913 : « Plus que jamais, je vois ces derniers temps que les jeunes gens arrivent à l'Université avec des idées préconçues contre l'Allemagne. Messieurs, qui refuse l'Allemagne, bien qu'il soit né en Alsace-Lorraine, agit à courte vue, de manière ingrate et injuste (...) Aveuglément, il prend part à cette incroyable confusion de toutes les idées historiques, politiques et juridiques qui nous vient d'au-delà des Vosges, lui qui n'est pas né Français, mais Allemand. » (p. 179).

- 6 Puis Schlüter concentre son attention, dans la troisième partie, sur la « faculté des sciences juridiques et politiques ». Ce regroupement était une innovation radicale (p. 181 et s.). Celle-ci répondait au souhait de réforme dans la formation des juristes et des fonctionnaires qui surmontât précisément l'opposition classique, trop cristallisée au cours du XIXe siècle entre le droit et les sciences politiques et sociales. De manière très intéressante, Schlüter cite les brochures d'information des étudiants strasbourgeois et la manière dont le *Taschenbuch für Juristen* présente pour le semestre d'hiver 1902/03 les sciences juridiques et politiques comme « ayant le même objet » mais « observé sous différents points de vue » (p. 202). Mais il aurait été sans doute judicieux aussi de replacer cette fusion institutionnelle dans le contexte des débats académiques que la définition du champ des sciences politiques, notamment, impliquait alors. Car l'enjeu politique de la définition de l'objet des *Staatswissenschaften* était fort : le vieux libéral Robert von Mohl, fondateur de la *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaften* en 1844, s'était employé à distinguer soigneusement, dans un texte important de 1851, les sciences de l'État et les sciences de la société quand Treitschke, d'un point de vue

réactionnaire, rejeta le concept de « sciences de la société » en 1859. On aurait aimé que la fondation d'une *Staats- und rechtswissenschaftliche Fakultät* et que la politique de nomination sur les chaires de « sciences de l'État » soit mieux expliquée à partir de ce contexte épistémologico-politique assez lourd. Les principales matières qui vinrent ainsi s'agréger aux enseignements juridiques classiques furent l'économie nationale, l'étude du système monétaire et du crédit, les sciences financières, la statistique et l'histoire sociale. La présence de Gustav Schmoller à Strasbourg donnait à cette dernière discipline un poids spécifique. Schlüter souligne l'importance de l'attention portée à l'histoire moderne du mouvement social à Strasbourg (p. 195 et s.), sans toutefois relever que celle-ci s'inscrivait dans la suite des travaux de Lorenz von Stein, véritable pionnier dans ce domaine. Le paradoxe strasbourgeois fut aussi, sans doute, que dans cette structure rapprochant les sciences juridiques d'une part, et les sciences politiques et sociales d'autre part, c'est précisément dans cette faculté que fut exprimé le plus nettement et radicalement le principe épistémologique de pureté de la science juridique et de sa séparation méthodologique d'avec les sciences empiriques de l'État et de la société, chez Laband pour le droit constitutionnel, chez Otto Mayer pour le droit administratif.

- 7 Schlüter étudie ensuite les chaires de sciences juridiques, les nominations à ces chaires et la structure des cours de droit à Strasbourg (p. 203 et s.). À la lecture des noms, on relève immédiatement la qualité exceptionnelle des professeurs qui enseignèrent à Strasbourg. Toutefois, cette apparence ne doit pas masquer le phénomène de fuite : ces professeurs, pour la plupart d'entre eux, restent peu de temps, ce qui rend tout à fait exceptionnel le cas Laband, seul à enseigner de la fondation presque jusqu'à la fin de la *Kaiser-Wilhelm-Universität*. Outre Laband et Mayer, il faut évoquer surtout Rudolf Sohm, l'un des plus grands historiens du droit et spécialiste du droit ecclésiastique de son temps, le très réputé pénaliste Karl Binding, l'historien du droit Heinrich Brunner puis, plus tard, le constitutionnaliste Hermann Rehm. Schlüter nous livre, sans conteste, sur la structure et le fonctionnement de cette faculté et, spécialement, de sa « section juridique » des informations nombreuses et de première main.
- 8 La quatrième partie est consacrée au statut constitutionnel de l'Alsace-Lorraine, à l'évolution de ce statut, d'abord, qui procède essentiellement en quatre étapes (l'occupation et la « dictature » jusqu'en 1874, l'administration directe du chancelier du *Reich* jusqu'en 1877-79, l'administration du *Statthalter* puis le système constitutionnel de 1911), mais aussi aux discussions scientifiques de ces différents statuts, notamment dans les travaux des professeurs strasbourgeois, Loening et Laband particulièrement. Une fois encore l'étude est sérieuse, informée et le lecteur comprend mieux les tenants et aboutissants de ce statut qui malgré les évolutions et une certaine autonomie progressivement reconnue, ne rentrera jamais dans le droit commun et constitua pour la science constitutionnelle un phénomène assez aberrant : « Le *Reichsland* ne fut ni adjugé à un autre État particulier allemand, ni ne demeura, à titre de « domaine du *Reich* » complètement sous l'empire des organes impériaux, sans jamais acquérir toutefois le statut d'un État fédéré du *Reich*. » (p. 244) Aussi intéressants que soit l'examen des interprétations juridiques des différentes phases constitutionnelles traversées par la région, des interprétations qui, même présentées comme « purement » juridiques, ne sont jamais dénuées évidemment d'arrière-pensées politiques, jamais on ne voit l'auteur réussir à donner corps à son projet, à savoir démontrer l'exemplarité de Strasbourg dans la constitution d'une *Reichswissenschaft*. C'est la faiblesse de la thèse : si la place strasbourgeoise a joué un rôle particulièrement

important au tournant des XIX^e et XX^e siècles dans la formation du droit public moderne en Allemagne, ce n'est guère à cause des particularismes politiques et sociaux propres à l'Alsace-Lorraine, mais à la présence au sein de l'Université alsacienne de quelques figures essentielles dans ce champ disciplinaire, et spécialement Laband, auquel la dernière partie de l'ouvrage est entièrement consacrée, mais aussi Otto Mayer, sur le rôle duquel on peut regretter que l'auteur insiste trop peu, son regard étant comme hypnotisé par l'auteur du *Droit public de l'Empire allemand*. Autrement dit, si l'Université de Strasbourg hébergea plusieurs des figures dominantes de cette *Reichswissenschaft*, elle ne fut pas le milieu de son développement, au sens où auraient été réunies là les conditions favorables à l'expansion d'une telle discipline scientifique. En tout cas, l'auteur ne peut démontrer en quoi un certain milieu strasbourgeois ou alsacien aurait été un facteur explicatif de la méthode juridique et de l'idée allemande de l'État telle qu'elles sont développées et systématisées par Laband. Sans doute parce que l'entreprise, improbable à première vue, est de fait impossible.

- 9 Au-delà de cette critique, qui touche le projet scientifique de la thèse, il faut redire combien la lecture de l'ouvrage est instructive : le juriste ou l'historien des sciences sera déçu, mais l'historien de l'Alsace ou de l'Allemagne trouvera à l'évidence des matériaux intéressants et nombreux, puisés aux sources et l'ouvrage enrichit certainement notre connaissance de l'Université allemande de Strasbourg dans son contexte institutionnel et politique.